

**Projet de décret n° ...du ... fixant les modalités d'organisation du concours prévus à l'article 3 du décret ... portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels**

**Publics concernés :** *sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels.*

**Objet :** *modalités d'organisation des concours pour l'accès au cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels.*

**Entrée en vigueur :** *le 1<sup>er</sup> mars 2013.*

**Notice :** *Le décret accompagne la création du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels.*

*Le concours interne d'accès au grade de sergent est organisé par le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration. Il comprend des épreuves d'admissibilité et d'admission qui visent à sélectionner les caporaux et caporaux-chefs dont les acquis de l'expérience professionnelle sont les plus solides.*

*Le jury est composé de 6 membres titulaires.*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° XXX du XXX portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'avis de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours du ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale du ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes du ,

## **Décrète**

### **Article 1**

Le concours interne d'accès au cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels, prévus à l'article 3 du décret du XXX comporte des épreuves d'admissibilité et d'admission.

## **Titre I : Nature des épreuves**

### **Article 2**

Le concours ouvert au titre du 1 de l'article 5 du décret du XXX susvisé comporte des épreuves d'admissibilité et d'admission.

### **Article 3**

Les épreuves d'admissibilité comprennent :

1. La rédaction d'un compte-rendu d'une situation opérationnelle présentée dans un dossier ou un document audiovisuel (durée 2 heures ; coefficient 2).

Cette épreuve a pour objet d'apprécier la capacité du candidat à comprendre et à analyser une situation ainsi que de se situer dans son environnement.

2. La réponse à des questions à partir d'exercices concrets d'ordre professionnel portant sur chacune des matières suivantes :

- hydraulique ;
- risques technologiques et naturels ;
- prévention ;
- prévision,

(durée : 2 heures ; coefficient 2).

Cette épreuve a pour objet d'apprécier la capacité du candidat à appréhender et analyser les phénomènes d'hydrostatique et d'hydrodynamique lors de l'établissement des lances à partir d'un seul engin pompe.

### **Article 4**

L'épreuve d'admission consiste en un entretien avec le jury ayant pour point de départ une présentation du candidat de son expérience professionnelle et des compétences qu'il a acquises à cette occasion.

Cet exposé est suivi d'une conversation avec le jury visant à apprécier, le cas échéant sous forme d'une mise en situation professionnelle, la capacité du candidat à analyser son environnement professionnel et à résoudre les problèmes techniques ou d'encadrement les plus fréquemment rencontrés par un sergent.

Cette épreuve est destinée à permettre au jury d'apprécier la personnalité du candidat, son expérience professionnelle, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues au grade de sergent (durée : vingt minutes dont cinq minutes au plus de présentation ; coefficient 4).

### **Article 5**

Le programme du concours est fixé par arrêté du Ministre de l'intérieur.

## Titre II : Organisation et déroulement du concours

### Article 6

Chaque concours de sergent prévu à l'article 3 du décret du XXX susvisé est ouvert par arrêté du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours compétent.

Les services départementaux d'incendie et de secours peuvent, par voie de convention, se regrouper pour organiser le concours. L'organisation peut, par voie de convention, être confiée à un seul service départemental d'incendie et de secours qui prendra les dispositions nécessaires pour désigner un jury unique et établir une seule liste d'aptitude.

L'arrêté ouvrant le concours fait l'objet d'un avis publié dans les conditions fixées à l'article 8 du décret du 20 novembre 1985 susvisé. Cet avis précise la date limite de dépôt des inscriptions, la date des épreuves, le nombre de lauréats prévu pour le concours et l'adresse à laquelle les candidatures doivent être déposées. L'autorité organisatrice du concours en assure la publicité.

### Article 7

Les dossiers de candidature au concours comprennent les pièces exigées à l'article 9 du décret du 20 novembre 1985 susvisé et un certificat médical délivré par un médecin de sapeurs-pompiers, en application de l'arrêté du 6 mai 2000 susvisé, attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique prévues à l'article 4 du décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 susvisé.

### Article 8

La liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves est arrêtée par l'autorité organisatrice du concours.

Les candidats sont convoqués individuellement.

### Article 9

Le jury des épreuves écrites et orales de chaque concours est nommé par arrêté de l'autorité organisatrice du concours.

Il comprend au moins six membres titulaires ci-après désignés répartis en trois collèges égaux représentant les sapeurs-pompiers professionnels, les personnalités qualifiées et les élus locaux :

Président :

Un officier de sapeurs-pompiers professionnels extérieur au service départemental d'incendie et de secours organisateur du concours ou de l'examen professionnel, nommé sur proposition du chef d'état-major de zone territorialement compétent.

Autres membres :

- Deux élus locaux dont au plus un membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;

- Un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale nommé sur proposition de son président ou du délégué régional ou interdépartemental concerné ;
- Deux sapeurs-pompiers professionnels désignés par tirage au sort parmi les membres de la commission administrative paritaire compétente du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

L'arrêté de nomination des membres du jury désigne, parmi les membres du jury, son président ainsi que le remplaçant de ce dernier pour le cas où il serait dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, son remplaçant préside le jury jusqu'à la délibération finale.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut se constituer en groupes d'examineurs, compte tenu notamment du nombre des candidats, en vue de la correction des épreuves écrites et des interrogations orales, dans les conditions fixées par l'article 44 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Des correcteurs peuvent être désignés par arrêté de l'autorité organisatrice du concours pour participer à la correction des épreuves, sous l'autorité du jury.

#### Article 10

Les épreuves écrites sont anonymes et font l'objet d'une double correction.

#### Article 11

Il est attribué à chaque épreuve écrite ou orale une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant. Peuvent seuls être autorisés à se présenter aux épreuves d'admission des concours les candidats déclarés admissibles par le jury compétent.

#### Article 12

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant. Peuvent seuls être autorisés à se présenter aux épreuves d'admission les candidats déclarés admissibles par le jury.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une quelconque des épreuves écrites ou orales entraîne l'élimination du candidat.

Dans la limite des postes ouverts, nul ne peut être déclaré admis s'il n'obtient au moins 10 sur 20 de moyenne à l'ensemble des épreuves écrites et orales, sans note éliminatoire.

#### Article 13

Pour chaque concours, le jury détermine le nombre total des points nécessaires pour être admissible et sur cette base, arrête la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves d'admission.

A l'issue des épreuves, le jury arrête la liste d'admission, dans la limite des places mises au concours.

Cette liste est distincte pour chacun des concours.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président du jury transmet les listes mentionnées ci-dessus à l'autorité organisatrice du concours avec un compte rendu de l'ensemble des opérations.

La liste d'aptitude est établie dans l'ordre alphabétique par arrêté de l'autorité organisatrice du concours.

#### Article 14

Toute disposition antérieure et contraire au présent décret est abrogée.

#### Article 15

Le Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013.

